Nations Unies E/CN.5/2014/9

Conseil économique et social

Distr. générale
28 février 2014
Français
Original : anglais/espagnol

Commission du développement social
Cinquante-deuxième session
11-21 février 2014
Point 3 c) de l'ordre du jour
Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : questions nouvelles : les facteurs sociaux du développement durable

Note verbale datée du 20 janvier 2014, adressée au Secrétariat par la Mission permanente d'El Salvador auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente d'El Salvador, en sa qualité de vice-président de la Commission du développement social, représentant le Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, souhaite porter à l'attention du Département des affaires économiques et sociales, en tant que secrétariat de la Commission, le document issu de la réunion sur le thème « Des villes durables pour le bien-être de tous », qui s'est tenue le 16 octobre 2013 à Panama, dans le cadre du vingt-troisième Sommet ibéro-américain des chefs d'État et de gouvernement (voir annexe). La Mission permanente d'El Salvador saurait gré au Département de faire distribuer le texte ci-joint en tant que document officiel de la cinquante-deuxième session et de le porter à l'attention des membres de la Commission.

14-24963 (F) 060314 070314

Merci de recycler

Annexe à la note verbale datée du 20 janvier 2014 adressée au Secrétariat par la Mission permanente d'El Salvador auprès de l'Organisation des Nations Unies

Document de synthèse

[Panama, le 16 octobre 2013]

1. Introduction

Le monde ne cesse de s'urbaniser. Depuis 2008, plus de la moitié de la population mondiale, qui compte 7 milliards de personnes, réside dans des villes. Selon les estimations, le nombre d'habitants de la planète devrait atteindre, d'ici à 2050, 9 milliards de personnes, dont la population urbaine (y compris les habitants des petits centres urbains) constituera plus de 70 %.

Le profil urbain est encore plus marqué pour ce qui est des populations d'Amérique latine et des Caraïbes, où quatre habitants sur cinq résident actuellement dans des villes. Dans cette région, l'accroissement de la population au cours des dernières décennies écoulées s'est principalement produit dans l'espace urbain. De 69 millions en 1950 (41 % de la population totale), la population urbaine est passée à 311, 6 millions en 1990 (70,3 %) et devrait atteindre 500 millions en 2015, soit 80 % de la population totale de la région. En outre, la population juvénile des zones urbaines de la région avoisine les 75 % et l'on estime à 155 millions le nombre actuel de jeunes garçons et filles. Parmi eux, près de 50 millions d'enfants et d'adolescents vivent dans la pauvreté, sans pouvoir jouir des avantages urbains en termes d'accès aux services et de qualité de vie.

L'importance de l'espace urbain ne tient pas uniquement à la concentration de la population : elle est aussi liée à l'activité économique et culturelle, aux possibilités en matière d'éducation, d'emploi et de services sanitaires. Plus encore, la ville est au cœur de la vie politique et sociale, et c'est là que les citoyens trouvent les espaces les plus appropriés pour s'organiser et faire connaître leurs besoins.

Cependant, les villes ne sont pas exemptes de problèmes. La croissance urbaine est devenue synonyme d'augmentation du nombre de résidents et de travailleurs en situation précaire. Les disparités intra-urbaines exigent des stratégies différenciées, avec une forte présence locale. La multiplication des taudis qui accompagne de plus en plus souvent l'urbanisation rapide et incontrôlée, et les difficultés qui affligent les populations vivant dans des conditions assez précaires, ont contribué à donner une image négative de l'urbanisation rapide. Simultanément, l'augmentation de la population urbaine et l'accroissement corrélatif de l'investissement économique et social dans les villes elles-mêmes sont à l'origine de la vulnérabilité humaine et matérielle plus grande aux risques de catastrophe naturelle et aux conséquences de celles-ci.

Les faits montrent que l'idée défavorable que l'on a de l'urbanisation est injustifiée, le phénomène ayant élargi les horizons et intensifié la compétitivité et l'efficacité. Les politiques peu judicieuses fréquemment engagées pour tenter de freiner l'urbanisation ont eu pour seul effet de creuser les inégalités et de détériorer aussi bien la situation matérielle des zones urbaines les moins favorisées que les conditions de vie et de travail des groupes qui y résident. La réalisation du plein potentiel du développement urbain nécessite des efforts concertés qui vont au-delà

du gouvernement local, ainsi qu'un cadre normatif cohérent et progressif. Pour tirer pleinement parti de ce potentiel et parvenir à une croissance durable et équitable, les villes doivent atteindre les objectifs réels en matière de gouvernance et de gestion du développement durable.

Les villes et les villages ne seront durables que si l'on s'intéresse aux conditions de vie et de travail de leurs habitants, qui revêtent une importance toute particulière dans le cas de l'Amérique latine. Ce sont les citoyens eux-mêmes qui détiennent la solution à leurs problèmes, et il faut donc que la planification soit participative afin d'inclure les voix des plus exclus et des plus marginalisés d'entre eux. En ce sens, on fait valoir au sein du système des Nations Unies qu'il ne sera possible de parvenir au développement urbain durable que grâce à une approche systématiquement intégrée et fondée sur les droits, l'inclusion et la protection sociales, la sécurité, l'existence de services publics de qualité, le travail décent, la réduction des risques et la durabilité de l'environnement. Le système des Nations Unies et d'autres institutions et organismes nationaux et régionaux mettent en œuvre des programmes et des initiatives destinés à aider les pays de la région à promouvoir le développement durable des villes.

2. Rétrospective

Étant donnée l'importance des villes pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes et son avenir, les directeurs régionaux du système des Nations Unies, en coopération avec le Secrétariat général ibéro-américain et le Gouvernement panaméen, ont décidé de promouvoir la tenue d'une manifestation préalable consacrée aux villes durables pour le bien-être de tous (le 16 octobre 2013) à l'occasion du vingt-troisième Sommet ibéro-américain des chefs d'État et de gouvernement qui sera organisé dans la ville de Panama les 18 et 19 octobre 2013 sous le thème « Le rôle politique, économique, social et culturel de la communauté ibéro-américaine dans le nouveau contexte mondial ».

Les thèmes ont été abordés sous l'angle global du développement durable et de ses trois dimensions – sociale, économique et environnementale.

La manifestation s'est achevée sur une séance constructive lors de laquelle ont été recueillies des propositions de solutions à différents défis recensés, ainsi que des suggestions concernant l'avenir.

3. Conclusions et recommandations

Les villes représentent une réalité à deux facettes. D'un côté, elles ont permis d'élargir l'accès aux services sociaux de base et aux possibilités d'emploi et d'entreprenariat; de l'autre, elles ont rendu plus frappantes l'inégalité, la vulnérabilité et l'insécurité qui les caractérisent.

C'est dans les villes que l'on a souvent pu réduire le plus facilement la pauvreté, et à mesure que davantage de personnes accèdent à la classe moyenne, les autorités doivent répondre à de nouvelles demandes et sont exhortées à améliorer la qualité des services et des infrastructures urbaines.

Si les possibilités d'emploi sont nombreuses dans les villes, les conditions de travail sont dans la réalité bien souvent mauvaises, les travailleurs ne peuvent pas se prévaloir de leurs droits et n'ont pas accès à la sécurité sociale, et le chômage est

présent. Les gouvernements ont donc un rôle important à jouer dans la promotion du travail décent.

Des investissements importants sont nécessaires pour surmonter ces obstacles, ce qui suppose que les maires ou les administrations municipales chargées de gérer les villes présentent des états financiers sains et solides qui leur confèrent le crédit nécessaire pour attirer des investissements.

La solidité financière du gouvernement dépend étroitement de la pertinence de la planification urbaine et du financement, qui doivent l'une comme l'autre être stratégiques, participatifs et axés sur l'égalité entre hommes et femmes, en sorte que les investissements et les crédits budgétaires alloués permettent de s'attaquer aux problèmes qui compromettent réellement le bien-être de la population dans son ensemble, compte tenu des besoins différents des groupes touchés par les inégalités les plus grandes.

Si le financement des villes latino-américaines dépend fondamentalement de la mobilisation des ressources des secteurs public et privé disponibles dans le pays, la coopération internationale a toujours un rôle important à jouer pour ce qui est de la formulation des projets locaux auxquels participe la communauté internationale et de la fourniture d'une assistance technique, entre autres.

Autonomiser les autorités locales, notamment en les sensibilisant aux problématiques sociales et environnementales qui touchent les citoyens et les citoyennes, et donner aux maires des occasions d'échanger leurs expériences et leurs bonnes pratiques afin de trouver des solutions aux problèmes qu'ils rencontrent dans la gestion quotidienne des villes, peut s'avérer une excellente manière d'avancer sur la voie de l'égalité, de la durabilité, de l'efficacité et de l'efficience.

Il convient de souligner que la sécurité est le fruit de relations complexes et que la question doit être abordée de manière globale : il faut garantir des conditions sociales, culturelles et environnementales propices à la concrétisation des droits des habitants. Une ville dont les écoles sont plus nombreuses et meilleures, et où existent des centres de santé et des espaces publics à usage récréatif ou sportif, est une ville sûre.

Dans un monde où les effets du changement climatique se font sentir chaque jour plus fort et où il faut réduire au minimum l'empreinte carbone de l'activité humaine, les citoyens peuvent faire de grands progrès en termes d'efficience énergétique. Les innovations technologiques ont permis aux grandes entreprises d'offrir des produits à forte efficience énergétique, qui lorsqu'ils sont utilisés de manière massive dans les villes ont des effets plus que sensibles sur l'empreinte carbone.

Les changements en termes d'efficience énergétique doivent s'inscrire dans une transition vers l'instauration d'une économie verte, qui puisse aussi favoriser la multiplication des possibilités d'emploi vert dans le secteur de l'économie formelle. En ce sens, les paramètres ou les normes qui définissent la construction verte prennent leur importance en tant que moteurs de cette transformation.

Dans le même temps, la réduction du risque de catastrophe en milieu urbain est devenue un thème clef en raison de l'augmentation rapide des pertes enregistrées, d'où la nécessité de redoubler d'efforts pour réduire les conséquences de conditions dangereuses.

Une politique sociale soucieuse de la problématique hommes-femmes, axée sur les droits de l'homme et non discriminatoire est essentielle pour assurer la cohésion sociale dans les villes, en évitant les conséquences négatives de la fragmentation de l'espace, de la discrimination et de l'exclusion.

Les grands projets peuvent permettre d'améliorer les conditions de vie et de travail des groupes de la population qui sont exclus et marginalisés, mais les initiatives très ciblées peuvent également avoir un impact majeur. Ainsi, l'universalisation de l'accès à l'eau potable et la construction de réseaux publics d'approvisionnement jouent considérablement en faveur de l'inclusion sociale, mais ces entreprises sont très souvent le résultat de la mobilisation ponctuelle des communautés locales et des femmes organisées dont le temps et la surcharge non rémunérée de travail devraient être reconnus et valorisés en termes économiques.

Les municipalités ont d'autre part un rôle important à jouer dans la mise en place d'une économie de soins dans laquelle les enfants, garçons et filles, les personnes handicapées et les personnes âgées non autonomes peuvent recevoir l'aide dont ils ont besoin, sans dépendre uniquement du travail domestique non rémunéré habituellement imposé aux femmes. Par ailleurs, en ce qui concerne les activités de formation, de sensibilisation ou de promotion, il est toujours important d'adopter une approche soucieuse de la problématique hommes-femmes de manière à promouvoir l'équilibre entre vie familiale et vie professionnelle pour les hommes comme pour les femmes ainsi qu'une participation accrue des hommes à l'éducation des enfants et aux soins du ménage d'une part, et des femmes à l'emploi et à l'économie formels, d'autre part. Les autorités locales doivent élaborer des politiques en faveur des enfants, concernant par exemple l'universalisation de l'état civil, l'amélioration de la qualité de l'enseignement, l'intégration des garçons et des filles autochtones et d'ascendance africaine, et la prévention des grossesses parmi les adolescentes.

La participation de la communauté est d'une importance cruciale pour les projets liés à l'inclusion sociale. La transformation des activités précaires en activités productives et sûres, accompagnée de l'accès aux services et aux sources d'emploi est possible à un moindre coût avec la participation de la communauté. Ceux et celles qui vivent dans la pauvreté sont organisés et ont des référents collectifs qu'il convient de savoir identifier et prendre en compte.

La planification stratégique participative, axée sur la problématique hommes-femmes, permet de budgétiser les activités susceptibles de favoriser une plus grande égalité entre les sexes au sein de la communauté, et d'allouer les ressources nécessaires pour prévenir et réprimer la violence contre les femmes et les filles et pour y sensibiliser la communauté. Il faut que les femmes participent à la prise des décisions relatives à l'allocation des ressources et qu'elles en bénéficient directement. La protection et la durabilité des écosystèmes jouent un rôle essentiel s'agissant de fournir les services environnementaux essentiels au bien-être de toutes et de tous.

Les villes devraient être des espaces exempts de discrimination sexuelle, raciale, ethnique ou motivée par l'orientation sexuelle ou la situation sociale. Les autorités municipales jouent un rôle important pour ce qui est de dispenser une éducation civique et d'instaurer une conscience citoyenne qui soit pluraliste, respectueuse d'autrui, légaliste et démocratique. Elles doivent assurer l'accès aux services, en particulier pour les populations les plus pauvres et les plus vulnérables,

y compris les services d'approvisionnement en eau et en énergie, de santé en matière de procréation, d'éducation et de prévention du VIH/sida à l'échelle de l'ensemble de la population, mais spécialement parmi les jeunes et les adolescents, garçons et filles.

Les dirigeants locaux, leur vision des choses et leur attachement à un programme de développement durable constituent l'ingrédient politique indispensable pour que les objectifs et les projets des citoyens deviennent des réalités. Ils doivent être des dirigeants modernes guidés par une analyse fondée sur des éléments concrets et utiliser les données disponibles de manière à prendre des initiatives judicieuses et efficaces. Ils ne peuvent ignorer le fait qu'une gouvernance efficace des villes exige des politiques nationales bien conçues. La gouvernance des villes dépend en grande partie de l'harmonie entre politiques locales et politiques nationales.

Les instances de l'État doivent prendre conscience qu'une ville n'est pas une entité autonome mais dépend de ses échanges avec les territoires adjacents et du système urbain du pays. En ce sens, tout ce qui contribue aux rapports entre la ville et l'extérieur bénéficie à la ville elle-même. Ainsi, la préservation de la diversité biologique dans les zones voisines de la ville joue sur la qualité de la vie dans cette dernière. Il faut concevoir la ville comme un système dont la dynamique dépend de ses liens avec les villes et les zones rurales.

Pour suivre les progrès réalisés vers des villes durables, il faudrait élaborer un protocole pour la mise en place de systèmes d'indicateurs qui permettent d'établir un classement des villes durables. Le débat relatif au programme de développement pour l'après-2015 et aux objectifs de développement durable est une très bonne occasion de relever les défis et de saisir les occasions qui se présentent pour les villes de la région.